

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° IC-25-078**

**de mise en demeure**

**Société SOFINADE à SARCELLES**

**Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 5 mars 1976 et du 28 juillet 2003 autorisant la société LE DANTEC à exploiter des installations spécialisées dans le traitement de pièces métalliques en acier, laiton, aluminium uniquement à des fins décoratives ;

**Vu** la lettre du 26 janvier 2010 de la société SAS SOFINADE informant du changement de dénomination sociale de la société LE DANTEC devenant SAS SOFINADE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** le rapport du 10 mars 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 26 février 2025 sur le site exploité par la société SOFINADE à SARCELLES – 19, rue du fer à Cheval ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées du 10 mars 2025 adressé à la société SOFINADE lui transmettant le rapport du 10 mars 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations éventuelles ;

**Considérant** que le délai laissé à la société SOFINADE s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

**Considérant** que la visite d'inspection du 26 février 2025 a permis de constater que :

- l'exploitant ne dispose pas d'au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration contrairement à l'article 10-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié susvisé,

**Considérant** que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société SOFINADE de se mettre en conformité sur ces sujets ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1er :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société SOFINADE implantée sur le territoire de la commune de SARCELLES, 19, rue du fer à Cheval, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 10-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié précité, en installant au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

**Article 2 :** En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 30322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SARCELLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **24 JUIN 2025**

Le préfet,

Philippe COURT